

*Le budget—M. Elzinga*

Nous venons tout juste de connaître l'une des pires récessions depuis 1930. En 1983, les investissements dans le secteur privé ont été de 12 p. 100 inférieurs à ce qu'ils avaient été l'année précédente. Les entreprises canadiennes tournent à seulement deux tiers de leur capacité. La construction domiciliaire a ralenti énormément. L'inflation a diminué et il faut en attribuer en partie le mérite aux Canadiens et au gouvernement; elle reste malgré tout deux fois supérieure à celle de nos principaux partenaires commerciaux, le Japon et les États-Unis.

● (1640)

Les députés pourraient-ils me dire ce qu'il est advenu des merveilleux espoirs que nous avons pour notre pays au début des années 1980? Je me souviens d'un époque où ne vivait dangereusement que celui qui le voulait; malheureusement, c'est maintenant le mode de vie que nous force à adopter la politique du gouvernement libéral. Rares sont les difficultés que nous éprouvons en tant que pays qui ne soient pas attribuables au gouvernement libéral.

Voyons un peu l'avenir en ce qui a trait à notre parti. Je vous ai dit un mot de la politique agricole que nous avons annoncée. Nous avons créé cinq très importants groupes de travail pour qu'ils nous présentent des recommandations. Nous avons toujours dit que si nous formions le gouvernement, nous réduirions le déficit budgétaire. Nous simplifierions également la législation fiscale et réduirions le fardeau que le gouvernement fait peser de façon inutile sur la petite entreprise et l'agriculture. Nous augmenterions également les crédits consacrés à la recherche et au développement et aux Forces armées. Et nous ne faisons que commencer, monsieur le Président, car nous sommes en train actuellement de mettre la dernière main à une politique qui pourrait relancer l'activité économique dans notre grand pays.

Il n'y a qu'à comparer avec ce qu'on a fait le 15 février. Le gouvernement nous avait promis alors d'étudier la question des assurances-hypothèques. Or, si nous remontons à 1974, nous constatons que ce même gouvernement avait promis de prendre des mesures pour que les propriétaires puissent rembourser leur hypothèque avant terme sans être pénalisés. Nous attendons toujours un projet de loi à cet effet. Il y a maintenant trois ans que nous proposons au gouvernement une mesure de refonte concernant la petite entreprise. Je le félicite, bien sûr, d'avoir majoré les prestations du supplément du revenu garanti, mais cette hausse ne représente que la moitié de ce qu'avait recommandé le groupe de travail parlementaire qui a étudié les régimes de pension du Canada.

Notre déficit budgétaire nous préoccupe beaucoup, car nous constatons que chaque dollar que le gouvernement se propose d'emprunter servira à rembourser les intérêts de notre dette nationale. Le gouvernement se conduit comme une personne qui se servirait de sa carte Master Card ou VISA pour payer les intérêts d'un emprunt qu'elle a contracté à la banque. Il prévoit dans ce budget un déficit de presque 30 milliards de dollars. Or, notre dette nationale est d'environ 200 milliards de dollars, un bien triste héritage pour la nouvelle génération. Monsieur le Président, je disais tout à l'heure que nous simplifierions la loi de l'impôt sur le revenu. Mais nous ne la simplifierions pas comme nos collègues libéraux d'en face. La nouvelle proposition libérale en matière fiscale se résume à peu près à ceci:

Numéro 1: Combien avez-vous gagné l'année dernière?

Numéro 2: Combien avez-vous dépensé?

Numéro 3: Combien vous reste-t-il?

Numéro 4: Prière d'envoyer ce qui vous reste au gouvernement libéral d'Ottawa.

Monsieur le Président, j'ai pourtant beaucoup voyagé dans notre pays à titre de président de notre association. Nos concitoyens espèrent que nous prendrons des mesures pour remédier à la situation qui existe actuellement lorsque nous formerons le gouvernement. Nous avons tout lieu d'être fiers du budget que nous avons présenté en 1979. C'était un budget qui aurait pu résoudre les difficultés économiques dans lesquelles se débattait notre pays. Nos solutions s'inspiraient des principes d'une saine gestion et nous proposions des mesures vraiment intéressantes pour les régions et les groupes défavorisés du Canada. Nous avons également offert des encouragements et des incitations au secteur privé. Notre budget de 1979 a mis la femme sur un pied d'égalité avec l'homme pour ce qui est du travail dans une entreprise familiale. Nous avons présenté un crédit d'impôt à l'énergie, pour que les personnes à revenus moyens ou faibles puissent faire face à la hausse du prix de l'énergie. Nous avons des mesures précises à l'intention des agriculteurs et des hommes d'affaires aux prises avec les taux d'intérêt élevés. Nous avons pour les agriculteurs un important allègement de l'impôt sur les gains en capital. Et comme couronnement, nous réduisons le déficit budgétaire fédéral et les dépenses fédérales. Pourtant, le Social Policy Planning Board du Canada a jugé que ce budget était, sur le plan social, le plus avancé qui ait été présenté au Canada depuis dix ans. Et mieux encore, je tiens à souligner que nous nous sommes occupés tout spécialement des régions les plus éloignées du pays. Voilà ce que fait, lui aussi, le chef actuel de notre parti. Il s'occupe tout spécialement des régions éloignées et des minorités, qu'elles soient ethniques, culturelles ou linguistiques. Voilà pourquoi les Canadiens veulent faire appel à nous pour former le prochain gouvernement.

Je me souviens de l'allocution qu'a faite ici même le président Reagan il y a déjà un certain temps. Le gouvernement, disait-il, c'est comme un bébé. C'est un système digestif, doué d'un appétit énorme à l'entrée mais dépourvu de tout sens de responsabilités à la sortie. En principe nous sommes ici, nous députés, pour redonner le sens des responsabilités à nos institutions fédérales. Malheureusement, ce n'est pas ce que fait le gouvernement libéral, et les Canadiens comptent sur nous pour rétablir le sens des responsabilités. Nous leur donnons l'assurance que nous allons le faire sur le plan économique, dans notre beau pays.

J'ai déjà parlé à diverses occasions de mes parents originaires de Hollande. Ils sont venus ici parce que c'était un pays d'espoir et d'avenir. Un pays où il était possible, en travaillant dur, d'en récolter les avantages. Et d'après ce que j'ai entendu dire d'un bout à l'autre du pays, je répète que les Canadiens comptent sur nous pour faire renaître cet espoir au pays. Comme tous les Canadiens, j'ai un amour profond pour ce pays, pour les possibilités qu'il nous offre à nous et aux générations futures. Mais ces espoirs sont frustrés par un gouvernement qui, apparemment, se désintéresse du sort de ses administrés.

Vraiment, monsieur le Président, le parti progressiste conservateur est tout désigné pour remplacer un gouvernement qui